



Répertoire des textes législatifs et réglementaires publiés pendant les mois de mai à novembre 1981 - Jurisprudence. Contentieux administratif

Francis Meyer

► To cite this version:

Francis Meyer. Répertoire des textes législatifs et réglementaires publiés pendant les mois de mai à novembre 1981 - Jurisprudence. Contentieux administratif. 1982, pp.139-145. <10.4267/2042/21566>. <hal-03423395>

HAL Id: hal-03423395

<https://hal.science/hal-03423395v1>

Submitted on 10 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Cette rubrique est dirigée par

Francis MEYER

Ingénieur général du G.R.E.F.

Conseil général
du Génie Rural des Eaux et des Forêts

30, rue Las-Cases
75007 PARIS

législation et jurisprudence

RÉPERTOIRE DES TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES PUBLIÉS PENDANT LES MOIS DE MAI A NOVEMBRE 1981

CHASSE

• Proposition de loi

Proposition de loi tendant à interdire les mises à mort d'animaux dans les chasses à courre
(A.N. n° 2279)

• Questions écrites - Assemblée Nationale

Chasse (réglementation)

N° 42544 du 16 février 1981, M. Faure
(J.O. n° 19 A.N. du 11 mai 1981, p. 2038)

Chasse (Office national de la Chasse)

N° 44352 du 30 mars 1981, M. Marchand
(J.O. n° 19 A.N. du 11 mai 1981, p. 2038)

Chasse (politique de la chasse)

N° 43957 du 16 mars 1981, M. Hamel
(J.O. n° 19 A.N. du 11 mai 1981, p. 2038)

• Arrêtés

Arrêté du 6 mai 1981 relatif à la taxe due par les bénéficiaires du plan de chasse à titre de participation à la réparation des dégâts de grand gibier
(J.O. des 18-19 mai 1981, p. 1566)

Arrêté du 6 mai 1981 relatif au montant des redevances cynégétiques
(J.O. des 18-19 mai 1981, p. 1566)

Arrêté du 6 mai 1981 relatif à la modification de l'arrêté du 30 juin 1975 fixant la répartition des redevances cynégétiques

(J.O. des 18-19 mai 1981, p. 4756)

Arrêté du 17 avril 1981 relatif à la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire

(J.O. des 18-19 mai 1981, p. 4756)

Arrêté du 8 mai 1981 relatif à la commercialisation du gibier congelé d'importation

(J.O. du 21 mai 1981, p. 4942)

CODE FORESTIER

• Projets de loi

Projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, portant amnistie

(A.N. n° 226)

Projet de loi portant amnistie

Sénat n° 226

Rapport fait au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de Législation du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale sur le projet de loi portant amnistie

Sénat n° 309

• Lois promulguées

Loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie

(J.O. du 5 août 1981, p. 2138)

• Instructions

Circulaire du 4 août 1981 relative à la loi d'amnistie du 4 août 1981

(J.O. du 6 août 1981, p. 7043)

DOMAINE DE L'ÉTAT

• Décrets

Budget - Décret n° 81-1030 du 18 novembre 1981 portant modification des articles R. 54 et R. 129 du Code du domaine de l'État

(J.O. du 20 novembre 1981, p. 3162)

ÉCONOMIE FORESTIÈRE

• Questions écrites - Assemblée Nationale

Bois et forêts (politique forestière)

N° 1087 du 3 août 1981, M. Carraz

(J.O. n° 33 A.N. du 28 septembre 1981, p. 2772)

Bois et forêts (exploitants et salariés forestiers)

N° 3219 du 5 octobre 1981, M. Audinot

(J.O. n° 42 A.N. du 30 novembre 1981, p. 3425)

• Questions écrites - Sénat

Situation de la forêt française

N° 2342 du 19 mars 1981, M. Minetti

(J.O. n° 20 S. du 14 mai 1981, p. 673)

ENVIRONNEMENT

• Questions écrites - Assemblée Nationale

Environnement (politique de l'environnement)

N° 2848 du 28 septembre 1981, M. Masson

(J.O. n° 42 A.N. du 30 novembre 1981, p. 3425)

FONDS FORESTIER NATIONAL

• Arrêtés

Arrêté du 8 avril 1981 fixant la valeur totale annuelle des subventions du Fonds forestier national en matière de reboisement

(J.O. du 9 mai 1981, p. 4443)

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

• Questions écrites - Assemblée Nationale

Bois et forêts (Office national des Forêts)

N° 43904 du 30 mars 1981, M. Gissinger

(J.O. n° 18 A.N. du 4 mai 1981, p. 1913)

PROTECTION DE LA NATURE

• Instructions et circulaires

Circulaire du 13 mars 1981 relative au camping, au stationnement des caravanes et à l'habitat léger de loisirs

(J.O. du 8 mai 1981, p. 4390)

REBOISEMENT

• Questions écrites - Sénat

Réglementation des boisements : amélioration

N° 1238 du 30 juillet 1981, M. Virapoulie

(J.O. n° 63 S. du 28 octobre 1981, p. 2210)

• Arrêtés

Homologation du règlement technique général pour l'admission des matériels de base destinés à la production de matériels forestiers de reproduction contrôlés

(J.O. du 4 juillet 1981, p. 6160)

RESTAURATION DES TERRAINS EN MONTAGNE

• Questions écrites - Assemblée Nationale

Calamités et catastrophes (froid et neige : Savoie)

N° 577 du 27 juillet 1981, M. Barnier

(J.O. n° 34 A.N. du 5 octobre 1981, p. 2828)

URBANISME

• Proposition de loi

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 142-2 du Code de l'Urbanisme instituant une taxe départementale d'espaces verts

(A.N. n° 411)

JURISPRUDENCE

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Arrêt du Conseil d'État du 9 novembre 1979

Affaire Ministre de l'Agriculture et Société d'Aménagement de la Côte de Monts

c/ Association pour la défense de l'environnement en Vendée et Fédération française des Sociétés de protection de la nature.

Le Conseil d'État statuant au Contentieux (Section du Contentieux),

Sur le rapport de la 3^e Sous-Section de la Section du Contentieux,

Sous le n° 4428, vu le recours sommaire du Ministre de l'Agriculture enregistré au secrétariat du Contentieux du Conseil d'État le 27 août 1976 et le mémoire complémentaire enregistré le 18 février 1977 et tendant à ce que le Conseil d'État :

1) annule le jugement du 5 juillet 1976 par lequel le Tribunal administratif de Nantes a annulé, à la demande de l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée et de la Fédération française des sociétés de protection de la nature, les trois décisions, en date des 5 mai 1969, 10 février 1971 et 27 novembre 1973, par lesquelles le Ministre de l'Agriculture a décidé l'aliénation de trois tranches de terrains relevant de la forêt domaniale de Saint-Jean-de-Monts,

2) rejette les demandes présentées pour l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée et pour la Fédération française des sociétés de protection de la nature, devant le Tribunal administratif de Nantes ;

Sous le n° 4548, vu la requête enregistrée au secrétariat du Contentieux du Conseil d'État le 7 septembre 1976, présentée pour la Société d'Aménagement de la Côte de Monts (S.A.C.O.M.) concessionnaire de l'opération d'aménagement touristique de la Côte de Monts, dont le siège est à la mairie de Saint-Jean-de-Monts (Vendée), représentée par ses représentants légaux demeurant audit siège et tendant à ce que le Conseil d'État :

1) annule le jugement du 5 juillet 1976 par lequel le Tribunal administratif de Nantes a annulé, à la demande de l'Association française des sociétés de protection de la nature, les trois décisions

en date des 5 mai 1969, 10 février 1971 et 27 novembre 1973, par lesquelles le Ministre de l'Agriculture a décidé l'aliénation de trois tranches de terrains relevant de la forêt domaniale de Saint-Jean-de-Monts,

2) rejette les demandes présentées pour l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée, et pour la Fédération française des sociétés de protection de la nature, devant le Tribunal administratif de Nantes,

Considérant que le recours du Ministre de l'Agriculture et la requête de la Société d'Aménagement de la Côte de Monts sont dirigés contre le même jugement ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par une seule décision.

Sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir opposée à la demande en première instance ;

Considérant que si l'article L. 62 du Code du domaine de l'État, issu de l'article 145 de la loi du 25 mars 1817, dispose que « les bois et les forêts domaniaux ne peuvent être aliénés qu'en vertu d'une loi », l'article 9 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique alors en vigueur prévoit que, pour une cession amiable de biens du domaine privé de l'État intervenant pour la réalisation d'une opération qui a été reconnue d'utilité publique, les immeubles « peuvent être cédés dans les conditions prévues à l'article L. 85 du Code du domaine de l'État », lequel est devenu du fait de la codification opérée par les décrets n° 62298 et 62299 du 14 mars 1962, l'article R. 130 dudit Code ; qu'ainsi la disposition de l'ordonnance du 23 octobre 1958 déroge à la règle posée à l'article L. 62 du Code du domaine ;

Considérant que certaines parcelles relevant de la forêt domaniale de Saint-Jean-de-Monts, laquelle fait partie du domaine privé de l'État, ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral du 13 septembre 1968 prorogé de cinq ans par un nouvel arrêté du 30 juillet 1973 et autorisant leur acquisition pour assurer la réalisation d'un projet d'aménagement touristique déclaré d'utilité publique ; que, dès lors, en procédant à la vente de ces parcelles conformément aux dispositions de l'article R. 130 susrappelé du Code du domaine de l'État, l'administration n'a pas méconnu les dispositions de l'article L. 62 du même Code ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que c'est à tort que le Tribunal administratif s'est fondé sur cette méconnaissance pour annuler les décisions du Ministre de l'Agriculture attaquées devant lui ;

Considérant toutefois qu'il appartient au Conseil d'État, saisi de l'ensemble du litige par l'effet dévolutif de l'appel, d'examiner les autres moyens soulevés par les associations requérantes devant le Tribunal administratif de Nantes ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que le Ministre de l'Agriculture et la Société d'Aménagement de la Côte de Monts sont fondés à soutenir que c'est à tort que, par le jugement attaqué, le Tribunal administratif de Nantes a annulé les 3 décisions en date des 5 mai 1969, 10 février 1971 et 27 novembre 1973 par lesquelles le Ministre de l'Agriculture a donné son accord à la cession de trois tranches de terrains relevant de la forêt domaniale de Saint-Jean-de-Monts ;

Considérant que le jugement attaqué a été rendu avant l'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1977 ; qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'affaire, de mettre à la charge de l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée et de la Fédération française des sociétés de protection de la nature les sommes qui ont pu être versées à titre de dépens de première instance ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le jugement, en date du 5 juillet 1976, du Tribunal administratif de Nantes est annulé.

Article 2. — Les demandes présentées par l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée et pour la Fédération française des sociétés de protection de la nature, devant le Tribunal administratif de Nantes sont rejetées.

Article 3. — Les sommes qui ont pu être versées à titre de dépens de première instance sont mises à la charge de l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée et de la Fédération française des sociétés de protection de la nature.

Article 4. — La présente décision sera notifiée à la Société d'Aménagement de la Côte de Monts, à l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée, à la Fédération française des sociétés de protection de la nature et au Ministre de l'Agriculture.

♦♦

Cet arrêt du Conseil d'État a statué sur la portée de l'article L. 62 du Code du domaine de l'État lorsqu'une cession du domaine forestier privé de l'État intervient pour la réalisation d'une opération reconnue d'utilité publique.

Cet intéressant problème juridique s'est posé en forêt domaniale de Saint-Jean-de-Monts (Vendée) dont certaines parcelles avaient été aliénées sur autorisation du Ministre de l'Agriculture dans le cadre d'une opération d'aménagement touristique déclarée d'utilité publique.

Le Tribunal administratif de Nantes, saisi par l'Association pour la défense de l'environnement en Vendée et la Fédération française des sociétés de protection de la nature, avait par un jugement du 5 juillet 1976 annulé les décisions du Ministre de l'Agriculture relatives à cette aliénation qui aurait violé les dispositions de l'article L. 62 du Code du domaine de l'État selon lesquelles *« les bois et les forêts domaniaux ne peuvent être aliénés qu'en vertu d'une loi »*.

Ce jugement a été déféré à la censure du Conseil d'État par le Ministre de l'Agriculture et par la Société d'Aménagement de la Côte de Monts, concessionnaire de l'opération d'aménagement touristique en cause.

Dans son arrêt du 9 novembre 1979, la Haute Assemblée n'a pas suivi la position adoptée par le Tribunal administratif de Nantes. Elle considère en effet que si l'intervention de la loi pour autoriser l'aliénation des bois et forêts domaniaux est prévue par l'article L. 62 du Code du domaine de l'État, il est dérogé à cette disposition dans le cas d'une cession amiable de biens du domaine privé de l'État intervenant pour la réalisation d'une opération reconnue d'utilité publique.

Dans cette hypothèse l'article 9 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit que les immeubles peuvent être cédés dans les conditions prévues à l'article L. 85 du Code du domaine de l'État. Cet article est devenu du fait de la codification relative au domaine de l'État l'article R. 130 de ce Code ; il prévoit la compétence du Préfet pour autoriser cette aliénation.

C'est donc à tort que le Tribunal administratif de Nantes a annulé les décisions du Ministre de l'Agriculture autorisant la cession de ces parcelles domaniales.

A notre connaissance c'est la première fois que le Conseil d'État se prononce au Contentieux sur le champ d'application de l'article L. 62 du Code du domaine de l'État.

L'autorisation législative prévue par le Code du domaine de l'État pour l'aliénation des bois et forêts domaniaux constitue la garantie essentielle de la sauvegarde du régime forestier domanial mais elle ne doit pas entraîner une lourdeur excessive dans les procédures pour des opérations qui ne mettent pas en péril ce régime forestier. Tel est le cas des aliénations de petites parcelles inférieures à 150 hectares lorsque les conditions très précises fixées par l'article L. 62 sont remplies. L'aliénation peut alors être autorisée par décision administrative dans les formes ordinaires applicables aux propriétés non boisées de l'État.

De même une pratique administrative constante n'avait jamais exigé l'intervention de la loi pour autoriser la vente de parcelles résultant d'une opération reconnue d'utilité publique.

La jurisprudence du Conseil d'État confirme cette pratique en la fondant sur une disposition législative du régime de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

F. MEYER

POUR GARDER EN BON ÉTAT LA COLLECTION DE LA
Revue forestière française

UTILISEZ LA

Reliure instantanée

QUI CONSERVE INTACTS TOUS LES NUMÉROS D'UNE ANNÉE

Très belle présentation, couleur verte, impression or sur le dos

sans millésime

prix : 25 f

(PORT ET EMBALLAGE COMPRIS)

Les commandes sont à envoyer à l'adresse suivante :

Revue forestière française - 14, rue Girardet,
54042 NANCY CEDEX

Paiement au C. C. P. Nancy 5.400.64 D
au nom du Régisseur de l'École Nationale du Génie Rural
des Eaux et des Forêts